

# Les cantons romands se battent pour les technologies vertes

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

En matière de cleantechs, la Suisse romande a une sérieuse carte à jouer. Un rapport genevois développe d'ambitieux stratégies. L'unité des cantons devra être réelle.

FREDERIC VORMUS

La pépite verte semble déclencher une nouvelle ruée vers l'or durable. La Suisse romande n'est pas épargnée puisque chaque canton développe, malgré un projet commun dévoilé en juin 2010, son pôle de technologies propres. Aucun ne veut voir filer une telle manne. Dernier en date, Genève, qui a présenté hier un ambitieux rapport (*lire ci-contre*). Le conseiller d'Etat en charge de l'Economie, Pierre-François Unger, a mandaté l'ancien directeur de La Poste Claude Béglé pour réfléchir aux futurs des cleantechs dans son canton mais aussi dans toute la Suisse occidentale. Le secteur est choyé car il apparaît comme une panacée politique rêvée. A la croisée de l'économie et de la protection environnementale, les écotecnologies portent en elles des espoirs de croissance liés aux innovations qu'elles développent et des réponses aux problèmes des coûts et de l'approvisionnement énergétiques.

### Des sommes colossales

Les Etats-Unis, pourtant peu réputés pour leur interventionnisme, ont octroyé 66 milliards de dollars au secteur. Les Chinois leur ont emboîté le pas et ont déposé 47 milliards en faveur des cleantechs. En regard, le 1,5 million de francs promis à l'incubateur genevois paraît ridicule. Il est vrai qu'il ne sert qu'à couvrir les frais de fonctionnement administratif

et que les start-up incubées bénéficieront d'argent privé.

Le rapport de Claude Béglé montre que la Suisse romande a une carte majeure à jouer. Elle jouit d'un tissu académique excellent. L'EPFL y occupe une place de choix. La complémentarité avec les Hautes Ecoles spécialisées y est excellente et le transfert de technologie se passe bien. Les incubateurs foisonnent dans chaque canton. A cela s'ajoutent des conglomérats d'électricité prêts à investir dans les cleantechs. En plus, la Conférence des chefs de Département de l'économie publique de Suisse occidentale (CDEP-SO) a prouvé sa volonté d'avancer ensemble en créant le cluster Cleantech Alps, une plate-forme pour développer les technologies propres en Suisse romande.

### Une unité de façade?

Pourtant, l'unité affichée pourrait cacher une réalité un peu moins souriante. Le rapport présenté hier donne à Genève une part prépondérante. La ville du bout du lac ambitionne, ni plus ni moins, de devenir l'une des capitales mondiales des cleantechs. Vaud, avec son technopôle de l'environnement à Orbe, s'est déjà lancé dans la course. Fribourg, de son côté, a développé Cleantech Fribourg, un projet de son Ecole d'ingénieurs et d'architectes et de son Université. D'ailleurs, son responsable, Vladimir Mange, ne semble pas se faire d'illusions: «Avec les cleantechs, on atteint les limites du fédéralisme.»

Or, une entreprise américaine qui souhaiterait s'installer en Suisse romande aurait du mal à comprendre que toutes les institutions ne marchent pas main dans la main. Il ne s'agit pas pour les cantons d'afficher une unité de façade et de finalement tirer la couverture à soi. La Suisse romande ne deviendra le nouvel eldorado des cleantechs qu'à ce prix!

## LES CLEANTECHS EN SUISSE ROMANDE



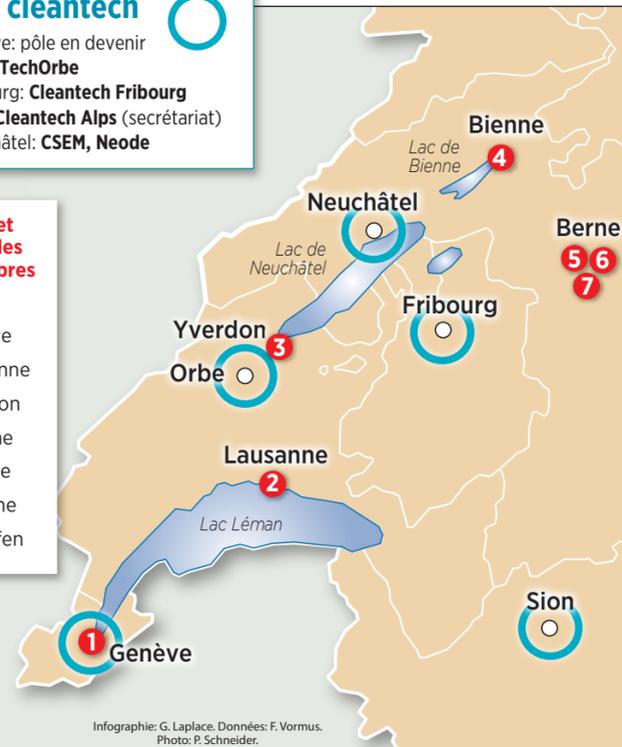
■ Claude Béglé a été mandaté par le Canton de Genève pour rédiger le rapport Cleantech: un pôle d'excellence pour Genève et la Suisse occidentale.

### Pôle cleantech

- Genève: pôle en devenir
- Orbe: TechOrbe
- Fribourg: Cleantech Fribourg
- Sion: Cleantech Alps (secrétariat)
- Neuchâtel: CSEM, Neode

### Les universités et les grandes écoles romandes membres de Granit Green

- 1 HEIG, Genève
- 2 EPFL, Lausanne
- 3 HEIG, Yverdon
- 4 FHAG, Bienne
- 5 SAEFL, Berne
- 6 InnoBe, Berne
- 7 SHL, Zollikofen



Infographie: G. Laplace. Données: F. Vormus. Photo: P. Schneider.

## Les cinq points essentiels du rapport Béglé

Le rapport remis par l'ancien directeur de La Poste, Claude Béglé, fera date dans le secteur des cleantechs. Il impressionne par son sérieux et par les options stratégiques très ambitieuses qu'il développe pour Genève et la Suisse occidentale. Pierre-François Unger, le conseiller d'Etat en charge notamment de l'Economie, voit dans ce mandat l'aboutissement de son action pour développer les technologies vertes dans le canton. Claude Béglé propose un Catalyseur cleantech de Suisse occidentale (CCSO) qui puisse hisser Genève

au rang de capitale des cleantechs, tout en développant des liens avec les autres pôles romands. Les axes de développement s'organisent en cinq modules indépendants, mais formant un tout cohérent.

### 1 Création d'un incubateur

Le premier point prévoit la construction d'un incubateur à Plan-les-Ouates pouvant accueillir entre 10 et 20 entreprises. Il pourrait voir le jour au premier semestre 2011 dans le parc industriel des Cherpines, si aucune opposition ne tombe. Il devrait œuvrer en

partenariat avec les autres acteurs romands.

### 2 Conditions-cadres favorables

La Suisse occidentale, et l'arc lémanique en particulier, doit attirer les sièges des sociétés internationales de cleantechs en développant un environnement qui leur soit adapté (financiers, juristes, etc.)

### 3 Un centre international de réflexion

Un centre international doit réfléchir sur la croissance et l'impact des technologies propres.

### 4 Ouverture aux pays émergents

Les pays manquant de ressources pourraient développer leurs projets dans les incubateurs romands. A l'image de ce que fait le CERN, ces Etats financeraient un projet commun qui leur donnerait accès à des technologies de pointe.

### 5 Activités financières

Il faut augmenter les compétences technico-financières pour favoriser des fonds d'investissement liés aux écotecnologies. (fv)

## Les grandes banques françaises écopent d'une énorme amende

### SANCTION

L'Autorité de la concurrence inflige une bûche de 384 millions d'euros, en tout, aux onze principales banques hexagonales.

Quelle bûche! L'Autorité de la concurrence a infligé hier une amende de 384 millions d'euros, en tout, aux onze principales banques françaises. Elle leur reproche de s'être entendues pour facturer arbitrairement et indûment le traitement des chèques. Au détriment de leurs clients, évidemment.

Liste des banques sanctionnées: Crédit Agricole, Société Générale, BNP Paribas, Crédit Mutuel, Crédit industriel et commercial (CIC), Crédit du Nord (groupe Société Générale), LCL (groupe Crédit Agricole), Banque Postale, BPCE, HSBC et Banque de France.

### Impact défavorable

L'affaire remonte à 2002, date de la refonte complète du système de traitement des chèques. Traités manuellement avant cette date, les chèques doivent depuis huit ans être systématiquement scannés. Leur image est ensuite

numérisée, puis transmise par informatique.

Cette évolution a permis aux banques de réaliser d'importantes économies dans le traitement des chèques. A l'époque, les établissements avaient fait valoir que l'accélération du processus les empêchait de placer aussi longtemps qu'avant les sommes réglées par chèque. Du coup ils invoquaient un impact défavorable sur leurs revenus.

### Une commission de 4,3 centimes

Sur cette base, les onze banques concernées avaient appliqué uniformément une commission de 4,3 centimes d'euro par chèque. Il s'agissait d'une commission interbancaire et non d'un prélèvement appliqué directement aux clients de 2002 à 2007.

Tout en reconnaissant la difficulté à chiffrer précisément le montant du préjudice subi, l'Autorité de la concurrence a néanmoins estimé que chaque centime prélevé sur le traitement d'un chèque équivalait à une hausse de 220 millions d'euros des frais supportés par les clients, au cours de la période considérée.

(prk, avec afp)

## La SGS se fixe un objectif très ambitieux pour 2014

### INSPECTION

Le leader de l'inspection a fixé ses objectifs pour 2010: un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs et un bénéfice brut pesant 20% de ce montant. Un développement qui serait atteint par croissance interne et externe.

Tout au long de l'année, la SGS a fait preuve d'un intérêt soutenu dans le domaine de l'inspection et des services de tests et de certification, en particulier pour l'industrie. Durant les neuf premiers mois de l'année, la société basée à Genève a racheté une demi-douzaine de d'entreprises situées aux quatre coins de la planète. Au total, 450 nouveaux employés sont venus rejoindre les 59 000 collaborateurs de la seconde plus importante multinationale romande (derrière Nestlé).

Cette vague d'acquisitions est aujourd'hui complétée par une sorte de «plan quadriennal» dévoilé à Montreux à 150 managers du groupe. Sur le plan financier, la SGS ambitionne d'atteindre d'ici à 2010 un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs, contre 4,7 milliards en 2009 et 4,8 milliards en 2008. La fringale va donc se muer en appétit d'ogre. Le groupe assure



Siège genevois de la SGS à la rue des Alpes. Au total, 450 nouveaux employés ont rejoint les 59 000 collaborateurs de la seconde plus importante multinationale romande (derrière Nestlé). (PASCAL FRAUTSCHI)

vouloir obtenir ce résultat grâce à la croissance interne mais, comme l'objectif est très élevé, il ne pourra être atteint qu'à travers de grosses acquisitions externes, plus sensibles à réaliser en matière d'intégration tant managériale que financière. Le rachat en cascade de PME ne suffira pas. La simple annonce de ces objectifs financiers ambitieux a fait bondir hier de 5% le titre SGS, coté au SMI (Swiss Market Index).

Les 23 et 24 septembre

prochains à Rouen – le berceau de la SGS – les dirigeants du groupe vont tenter de convaincre la communauté financière de l'avenir de la société. Pourquoi Rouen? Parce qu'il s'agit tout simplement du berceau de la société, fondée dans la ville portuaire normande en 1878.

### La Chine, plus gros marché

Cette cascade de rachats s'inscrit aussi dans une logique entrepreneuriale visant à parachever la palette quasi planétaire de

cette entreprise. Jugez-en: en janvier, la SGS avalait l'entreprise hollandaise Intron (121 salariés), en mars une société chilienne notamment experte dans l'industrie minière, en avril un laboratoire australien axé sur les tests géotechniques et une firme coréenne, en août une société française et, le 14 septembre dernier, l'entreprise chinoise Yan Tai HuaJian Inspection Engineering Co (Ltd), spécialisée dans les tests à destination des industries pétrochimiques, maritimes et électriques. Les 120 employés de cette société vont rejoindre les 8000 personnes déjà salariées en Chine par la SGS. Le groupe genevois s'enorgueillit d'ailleurs de considérer l'immense pays comme son plus important marché.

Au total, l'effectif de la multinationale s'élève à 60 000 collaborateurs. La SGS est dominée par deux grandes familles d'actionnaires, une italienne et une allemande: les Agnelli et les Von Finck. Les premiers contrôlent 15% de la SGS via leur holding luxembourgeoise Exor, les seconds détiennent 14,96% de la multinationale genevoise. Trois autres groupes financiers possèdent chacun plus de 3% de son capital.

Roland Rossier